

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 05 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

P. BRABANT

ROUTE NATIONALE
59152 Tressin

Code AIOT : 0007000585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2023 dans l'établissement P. BRABANT implanté 25 route Nationale 59152 Tressin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- P. BRABANT
- 25 route Nationale 59152 Tressin
- Code AIOT : 0007000585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La Société P. Brabant possède depuis 1880 le site industriel de Tressin où elle a exercé une activité de distillerie d'alcools de betteraves jusqu'en 1953.

La Société P. Brabant y exerce aujourd'hui des activités de régénération d'alcools et de solvants, de dénaturation et vente d'alcools, distribution de solvants et produits pétroliers, conditionnement

d'alcools et solvants pétroliers en bouteilles, bidons et GRV. L'établissement de Tressin regroupe 46 salariés.

Le site occupe une superficie totale de 83 769 m² sur la commune de Tressin, en zone UF du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à 500 m au sud-ouest du centre ville de Tressin.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, les installations exploitées par la Société P. Brabant sur le site de Tressin sont régulièrement autorisées par décisions préfectorales dont les plus anciennes datent de 1960.

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 a autorisé la poursuite de l'exploitation des activités du site de Tressin suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 a donné acte de la révision de l'étude de dangers du site. L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 actualise la liste des installations classées autorisées.

L'établissement est assujetti à la directive IED 2010/75/UE sur les émissions industrielles. L'établissement est un établissement seuil bas visé par l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, transposant en droit français la Directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « directive SEVESO 3 relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- état des matières stockées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des ICPE	AP Complémentaire du 17/12/2020, article 1.2	Demande n°1
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	-
3	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande n°2
4	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	-
5	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Observation n°1
6	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	-
7	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Observation n°2

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande n°3
9	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande n°4
10	Modifications	Arrêté Préfectoral du 06/01/2006, article 38.2	Observation n°3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale 2023 portant sur l'état des matières stockées requis par les articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel modifié du 04/10/2010. Les dispositions de l'article 50 sont applicables depuis le 01/01/2022.

Concernant l'état des matières stockées:

- le jour de la visite, en l'absence du responsable HSE, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'état des matières stockées répondant à l'ensemble des prescriptions des articles 49 et 50;
- après la visite, l'exploitant a présenté des états des matières stockées répondant aux prescriptions des articles 49 et 50, et a justifié d'une information passée à plusieurs membres du personnel afin qu'ils soient en mesure d'accéder à ces documents.

Par ailleurs, lors de la visite terrain du site, il a été constaté:

- la présence de nombreux récipients mobiles vides dans la zone des effets dominos du parc à fûts, ces récipients ont été évacués ou déplacés après la visite afin que l'exploitation se déroule dans les conditions prévues dans les dossiers déposés auprès des autorités;
- la présence de récipients mobiles non vides contenant, pour certains, des matières dangereuses à proximité de cuves de stockage, ces récipients ont également été évacués ou déplacés après la visite afin que l'exploitation se déroule dans les conditions prévues dans les dossiers déposés auprès des autorités et l'exploitant a élaboré une note de service afin que cette situation ne se reproduise pas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/12/2020, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Liste ICPE
Prescription contrôlée : La liste des installations classées figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2013 est remplacée par la liste suivante : [...] L'établissement BRABANT à Tressin est classé seuil bas par dépassement direct de la quantité mentionnée aux rubriques 4150, 4330, 4331 (au cumul produit et déchets), 4510 et 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]
Constats : L'absence d'état des matières stockées mentionnant les rubriques 4xxx associées n'a pas permis de vérifier le classement du site. <u>Ceci pourra être fait lors d'une prochaine visite.</u> L'inspection a constaté la présence de nombreux GRV accolés aux cuvettes de rétention 27/26/25... Il s'agit de GRV vides souillés en attente d'évacuation du site (une fois par semaine selon l'exploitant), de GRV pleins constituant les déchets du site – environ 25 m ³ - en attente d'évacuation (l'exploitant attend d'avoir l'équivalent d'un camion 54 m ³) et de petits fûts devant être reconditionnés en GRV avant traitement sur site (situation exceptionnelle selon l'exploitant suite au retour de déchets initialement non conformes) – 5 m ³ -. D'après les étiquetages, sont présents parmi ces récipients mobiles pleins, des matières inflammables et écotoxiques. L'arrêté préfectoral ne prévoit pas de stockage de GRV pleins avec ces propriétés de dangers à cet endroit. Le stockage en récipients mobiles est uniquement autorisé dans le magasin C. A noter que 2 porter-à-connaissance modificatifs déposés en 2019 et 2023 sont en cours d'instruction et concernent le stockage de récipients mobiles dans un parc à fûts. Par courriel du 21/09/2023, l'exploitant a transmis copie d'une note de service datée du 20/09/2023 relative aux règles de stockage des GRV régénération. Celle-ci stipule que : - seuls des GRV souillés/vides ou GRV contenant des eaux polluées peuvent être stockées au niveau de l'ancienne zone parc à fûts à proximité des cuves de stockage ; - les GRV contenant des solvants doivent être stockés dans le « nouveau » parc à fûts. Compte-tenu de ces éléments, aucune suite n'est proposée dans l'attente de compléments sur les propriétés de danger des eaux souillées et le potentiel de danger que pourraient constituer les GRV vides (cf observation n°2 au point de contrôle n°10). <u>Demande n°1</u> Dans un délai de 3 mois, - transmettre la caractérisation de la dangerosité des déchets générés par l'activité du site ainsi que leur localisation de stockage et les quantités maximales susceptibles d'être présentes, - préciser les modalités de gestion des GRV vides souillés et des lots non conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : <u>- Présence d'un état des matières stockées</u> En l'absence du responsable HSE, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document « état des matières stockées » en tant que tel. Il dispose de données éparses dans plusieurs fichiers Excel et issues des écrans de supervision pour certaines cuves. Par courriel du 20/09/2023, l'exploitant a transmis un document "état des matières stockées". Ce document reprend de manière automatique certaines données issues des fichiers Excel présentés le jour de la visite. Par courriel du 22/09/2023, l'exploitant a transmis un document relatif à une causerie datée du 18/09/2023 portant sur la consultation de l'état des matières stockées. Le responsable HSE a formé 9 personnes à l'utilisation du document "état des matières stockées". <u>- Matières combustibles non dangereuses et non classées</u> Les matières combustibles non dangereuses (palettes bois ou GRV vides) ne sont pas comptabilisées. Néanmoins, lors du mardi de la DGPR du 03/11/2020, il a été indiqué que : - si des matières sont présentes en petites quantités très inférieures aux seuils de déclaration, on peut ne pas les prendre en compte ; - pour les matières non dangereuses, une marge de 5 % est admise ; si de petites quantités se situent dans cette marge, elles peuvent être mises de côté. Concernant les GRV vides, environ 250 étaient présents le jour de la visite : 134 en extérieur et 114 sous auvent. Un GRV pesant 54 kg vide, cela représente un total 13,5 tonnes, à comparer à environ 1530 t (1800 m ³ , en prenant une densité 0,85) de matières dangereuses présentes sur site. Les GRV représentent ainsi moins de 1 % des tonnages, ils se situent donc dans la marge admise des 5 %. Par ailleurs, le seuil de déclaration de la rubrique 2663 est de 1000 m ³ , ainsi le volume présent est en-dessous du seuil de classement. Concernant les palettes bois stockées de part et d'autre des « garages », environ 150 m ³ présents le jour de la visite. Le seuil de déclaration de la rubrique 1532 est de 1000 m ³ , ainsi le volume présent est en-dessous du seuil de classement. Et la quantité se situe dans la marge des 5 % également.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification des matières stockées allant au-delà d'un nom commercial ou d'une référence produit : Oui, substances chimiques indiquées - Quantité appréhendable (exprimée en kg ou tonnes) et non en unité de produit/récipient : Oui, exprimée en litres <p>L'Inspection a constaté un écart important entre les matières identifiées « pour » le magasin C ce qui inclut d'une part des cuves et d'autre part des récipients mobiles au niveau du parc à fûts (82 400 L soit 82 m³) et la quantité estimée sur le terrain dans le parc à fûts composé de 2 zones (181 + 228 = 409 m³).</p> <p><i>Pour rappel, PAC en cours sur le parc à fûts (225 m³ sollicités en 2019 et extension de 300 m³ en 2023, volumes respectés le jour de la visite)</i></p> <p><u>Demande n°2</u></p> <p>Identifier l'origine de l'écart de quantités entre la base de données et le terrain, et indiquer les modifications apportées à l'outil pour qu'il soit davantage fiable, dans un délai de 3 mois.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Localisation : L'exploitant dispose de fichiers Excel différents pour les « magasins B et D », « magasin A », « magasin C ». Le zonage a été réalisé en termes d'activité d'exploitation (négoce d'alcools, négoce de solvants, régénération etc.), ce qui n'est pas toujours superposable à la localisation physique desdits magasins A, B, C, D. Ainsi en comparant les informations sur le terrain et données en salle, on constate que certaines matières sont comptabilisées pour l'installation de destination et non la localisation physique. Par courriel du 20/09/2023, l'exploitant a transmis un état des matières stockées où figure la localisation, par cuvette ou magasin. La localisation mentionnée serait bien la localisation physique. <u>Ceci pourra être vérifié lors d'une future inspection.</u> - Différentes familles de mention de dangers pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature : Les bases de données n'identifient pas les mentions de danger ou rubriques de la nomenclature associées aux matières stockées.

<p>Par courriel du 20/09/2023, l'exploitant a transmis un état des matières stockées mentionnant les mentions de danger Hxxx.</p> <p>- Grandes familles précisées pour les matières non dangereuses : Non concerné</p> <p>- Identification des stockages particuliers (piles, batteries... : Non concerné</p> <p>L'exploitant indique qu'il travaille sur le développement d'un logiciel ERP qui pourrait permettre à terme d'avoir toutes ces données de manière automatisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un état des matières stockées sous format synthétique.</p> <p>Par courriel du 27/09/2023, l'exploitant a transmis un document synthétique avec une information vulgarisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FDS pour les produits de négoce ou solvants régénérés, - CAP (Certificats d'Acceptation Préalable) pour les déchets (solvants à régénérer) qui mentionnent les mentions de danger visées.

<p>Ces documents sont disponibles et facilement accessibles. vu FDS BRABANT datée du 02/08/2021 pour le toluène vu CAP pour un déchet d'acétate d'éthyle contrôlé par sondage, les mentions de danger y figurent</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Observation n°1</u> Etiquetage vierge des GRV de NMP non cohérent avec les informations de la FDS BRABANT du 09/12/2022</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents</p>
<p>Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation d'un état des matières stockées dans un délai raisonnable : <p>Après consultation des diverses bases de données, informations en supervision, l'exploitant a pu indiquer les quantités suivantes après plus de 30 minutes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - magasin A : 650 202 L (cuves 495 402 L + récipients mobiles 154 800 L) - magasin B : 404 308 L - magasin C : 441 410 L (cuves en supervision) + 82 400 L (cuves et parc à fûts) - magasin D : 218 660 L (récipients mobiles) <p>Soit un total de 1796 m³</p> <p>Compte-tenu du travail réalisé après la visite afin que l'état des matières stockées intègre de manière automatique des données, le délai devrait être plus rapide.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'inventaire accessible en cas de sinistre : Oui <p>D'après l'exploitant, les fichiers Excel sont accessibles à distance via internet et les données sont cryptées. Seules les données des écrans de la supervision ne sont pas accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : État des matières stockées – Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
Prescription contrôlée : [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : <u>Mise à jour</u> Fréquence journalière de mise à jour de l'inventaire Cet inventaire « administratif » est recalé avec un inventaire physique 3 fois par an <u>Plan général</u> Les plans existants sont obsolètes (notamment la présence d'un parc à fûts est absente) et difficilement utilisables (vision macro ou trop de couches avec petite écriture). Par courriel du 22/09/2023, l'exploitant a transmis un bon de commande pour une mise à jour du plan POI le 21/09/2023. Compte-tenu de ces éléments, aucune suite n'est proposée dans l'attente de la transmission de ce nouveau plan. <u>Référencement de l'état des matières stockées dans le POI</u> L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI. Par courriel du 22/09/2023, l'exploitant a transmis une version projet de son POI faisant référence dans la fiche 3.2 à l'état des matières stockées et son emplacement. L'exploitant s'engage à transmettre une version finalisée au plus tard début 2024. Compte-tenu de ces éléments aucune suite n'est proposée.
Observations : <u>Observation n°2</u> Les identifications de localisation retenues dans l'état des matières stockées devront être cohérentes avec les zonages du plan associé. L'objectif est d'avoir des documents opérationnels dans le cadre de la gestion d'une situation accidentelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Prescription contrôlée : 1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : L'exploitant n'a rien convenu à l'avance. <u>Demande n°3</u> Compte-tenu de la transmission prochaine (d'ici début 2024) d'une version mise à jour du POI à l'ensemble des destinataires, l'exploitant profitera de cet envoi aux autorités pour solliciter leur avis sur la mise à disposition de l'état des matières stockées telle que prévue dans le POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.[...]
Constats : L'Inspection des installations classées dispose d'un POI version mars 2019 : <ul style="list-style-type: none">- le destinataire DREAL est obsolète sur la fiche 0.4 ;- les plans ne sont pas à jour (notamment la présence d'un parc à fûts est absente) et difficilement utilisables (vision macro ou trop de couches avec petite écriture) cf fiches 1.1.1 bis et 2.9.6 par exemple ;- certains interlocuteurs BRABANT mentionnés ne travaillent plus dans l'entreprise cf fiche 1.3.1 ; Vu dans la salle de crise sur site, une version ultérieure. La liste des interlocuteurs BRABANT a été mise à jour. Cependant la nature des modifications n'a pas été tracée sur la fiche 0.3. <u>Demande n°4</u> L'exploitant prendra en compte les remarques énoncées ci-dessus et transmettra d'ici début 2024, la nouvelle version du POI en 2 exemplaires papier (UD Lille et Service Risques, situés 44 rue de Tournai à Lille) ainsi qu'en format électronique à l'attention des interlocuteurs UD et siège. Pour le contact DREAL, il s'agit en heures ouvrées du standard de l'UD de Lille au 03 20 40 55 50. Hors heures ouvrées, il convient d'appeler la Préfecture (SIDPC) au 03 21 21 20 00. Ce sont eux qui contactent ensuite nos services.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2006, article 38.2
Thème(s) : Risques accidentels, PAC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site où d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du Préfet - du Directeur Départemental des Services d'incendie et de Secours - du SIACED-PC (62) - du SIRACED-PC (59) - de l'Inspection des installations classées
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé en 2019 un porter à connaissance modificatif transmis par bordereau du 15/01/2019. Une demande de compléments a été adressée par courrier du 13/05/2019. L'exploitant y a répondu en août 2020.</p> <p>Un second porter à connaissance modificatif relatif à l'extension de ce parc à fûts a été adressé en juillet 2013. Il conclut à l'absence d'effet dominos en cas d'incendie du parc à fûts.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de nombreux GRV vides entre le parc à fûts et l'auvent, ainsi compte-tenu des conditions d'exploitation actuelles des effets dominos sont attendus.</p> <p>Par courriel du 21/09/2023, l'exploitant a transmis copie d'une note de service datée du 20/09/2023 relative aux règles de stockage des GRV régénération. Celle-ci stipule qu'aucun GRV vide ne doit se trouver à moins de 15m du parc à fûts.</p> <p>Une photo montrant l'absence de GRV vides à proximité immédiate du parc à fûts a été transmise à l'appui.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Observation n°3</u></p> <p>Des compléments portant sur la gestion des GRV vides seront demandés dans le cadre de l'instruction des porter à connaissance du parc à fûts.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet